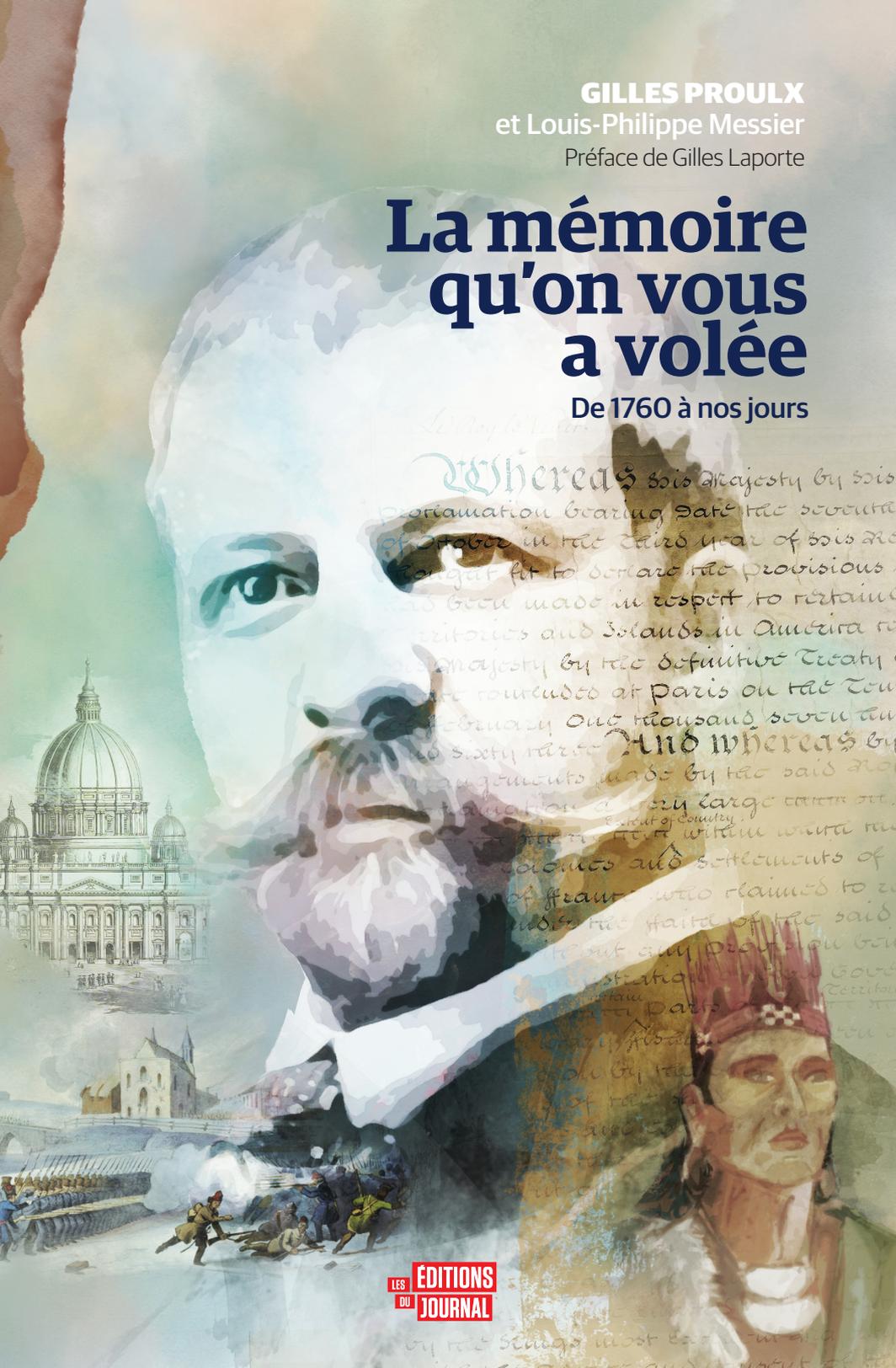


GILLES PROULX
et Louis-Philippe Messier
Préface de Gilles Laporte

La mémoire qu'on vous a volée

De 1760 à nos jours



LES EDITIONS
DU JOURNAL

La mémoire qu'on vous a volée

De 1760 à nos jours

SOMMAIRE

Préface de Gilles Laporte.....	7
Introduction.....	17
La capitulation est une décapitation	21
1763 – Traité de Paris	24
Révolte amérindienne et soumission française	24
1774 – La léthargie payante	27
1775 – Invasion américaine.....	29
1791 – Acte constitutionnel – Enfin un Parlement, mais... ..	30
Entracte entre 1791 et 1834: la soumission tranquille	32
1812 – Guerre contre les États-Unis.....	33
Le moment Papineau	34
La croisée des chemins.....	37
Dieu adore les tièdes	38
Monseigneur Bourget, le vrai chef.....	40
Lord Durham aime les minorités... sauf la nôtre !	42
La (fausse) idylle campagnarde et la saignée démographique.....	43
La <i>Gazette</i> allume le fanatisme – 1849	46

George-Étienne Cartier: le patriote anglicisé.....	47
Province cherche premier ministre	50
L'encerclement du Canada français	53
Le couple d'ennemis Mercier-Chapleau.....	58
Qui mène ? Le député ou le prêtre ? Le ministre ou l'évêque ? La paroisse ou la ville ?	60
Pacifistes... pour s'affirmer !	65
Le couple « Bourassa-Laurier »	68
Le phénomène Laurier.....	69
Guerre de drapeaux.....	71
La vraie grande noirceur	73
1912, le cran d'arrêt: l'Ontario interdit l'enseignement du français.....	76
Le tournant du siècle: le réveil approche	78
Les conscriptions: répétition du même drame <i>ad nauseam</i>	80
Le père du patronage moderne: Louis-Alexandre Taschereau	82
Godbout: bouc émissaire de l'histoire	87
Duplessis: pas si sombre.....	89
Camillien Houde: le flamboyant	93
La démission du cardinal Léger: radio et télé.....	96
De 1960 à aujourd'hui: le demi-affranchissement	98
Conclusion: Qui nous a volés ?	105
Récapitulation des évènements et explication des grandes dates	117
Biographies	173
Bibliographie	239

INTRODUCTION

L'école n'enseigne plus l'histoire. Pire : les historiens professionnels dédaignent la nation. La soif de savoir populaire n'est plus assouvie. Non seulement un régime fédéral voudrait que nous ne nous concevions pas comme une nation, mais un certain nationalisme épris de modernisme voudrait nous faire croire que notre histoire commence dans les années 1960. Je me souviens de quoi ? De rien !

Voilà qui explique le succès, dont l'ampleur me surprend, de mon livre *Nouvelle-France. Ce qu'on aurait dû vous enseigner*. Cet ouvrage traite du régime français, de Jacques Cartier à la défaite des plaines d'Abraham. La Conquête a eu lieu. Mais ensuite, que s'est-il passé ? Notre histoire depuis ce temps est éminemment tordue.

Je vous propose donc de faire le pont entre hier et maintenant. Vous verrez, ce n'est pas si compliqué. Je résume ici quelques épisodes importants. Je dessine quelques tendances lourdes qui apparaissent dès le lendemain de la Conquête et qui persisteront jusqu'à

aujourd'hui. Par exemple, le premier souci du « dominateur » fut de forcer le divorce entre les Français et leurs alliés, les Amérindiens. Cette fracture fut d'autant plus douloureuse que l'union était forte ! Encore aujourd'hui, dans le mauvais procès que l'on fait aux Québécois, il y a des traces de la nostalgie de l'époque. Malgré leurs divergences, plus de quarante nations faisaient bloc avec les Français, trop peu nombreux pour tenir tête à la « perfide Albion » (hostile surnom donné à l'Angleterre). Tellement indéfectibles que même après que les Français eurent baissé les bras, certains « Indiens », comme on les appelait alors, continuèrent le combat, avec Pontiac à leur tête. Le chef Pontiac, qui revêtait toujours la veste française que lui avait donnée Montcalm, rêvait de faire renaître un régime franco-amérindien, nous apprend l'historien Pierre Salinger dans son livre *La France et le Nouveau Monde*. Mais on ne vous l'a pas enseigné, alors vous pensez que Pontiac est simplement le nom d'une « auto ». Rappelons que, plus tard, les Anglais ont eu la brillante idée de cantonner les Amérindiens dans des réserves, coupés pour de bon de leurs alliés français qui, eux, entraient dans l'ère de l'obéissance... qui dure jusqu'à maintenant.

Mais je saute des étapes ! Reportons-nous à Montréal, le 8 septembre 1760. C'est là que s'est joué le dernier acte de la vie française. Imaginez les habitants angoissés qui assistent à la cérémonie de la capitulation devant le château Ramezay. À ce moment, on entre dans le régime anglais sans savoir où tout cela va nous mener. Bien sûr, certains citoyens fâchés avec le pouvoir royal français ou en concurrence avec lui se réjouissent, notamment certains prêtres qui voient là une occasion de raffermir leur

influence sur la population devenue tellement « impie » sous le régime français. En effet, au grand désespoir des idéalistes catholiques qui, depuis les Jeanne Mance et Chomedey de Maisonneuve, rêvent d'une mission spirituelle pour le peuple néo-français, ce dernier l'ignore superbement en préférant l'aventure. Les Canadiens ne sont pas des saints, loin de là ! La dure vie dans la colonie attire les tempéraments vifs et frondeurs, qui ne font pas les meilleures ouailles pour le clergé. Mais les vaincus se feront peut-être plus timides, dociles et surtout bon catholiques. De plus, si le pouvoir civil français est décapité, cela ne laisse que l'Église comme organisation capable de « représenter » les Canadiens. L'historien Marcel Trudel dit qu'un *Te Deum* fut célébré dans une église pour saluer la victoire des Britanniques. Cet opportunisme de l'Église au lendemain de la défaite préfigure celui des années 1840 – 80 ans plus tard – après la défaite des patriotes. Mais je saute des étapes. Revenons au jour de la déconfiture.

LA CAPITULATION EST UNE DÉCAPITATION

Il faut lire les *Lendemain de conquête* du chanoine Lionel Groulx, grand artisan de l'enseignement de notre histoire nationale, même si son œuvre a été enterrée (comme tout ce qui date d'avant 1960). Le courageux François-Gaston de Lévis, qui veut encore se battre, n'a que 2 400 soldats dans ses rangs alors qu'il doit faire face aux 19 000 hommes du général Amherst. Et son patron, le marquis de Vaudreuil, ne l'appuie pas. Pour ajouter à son découragement, nos alliés amérindiens, dont un groupe de rarissimes Iroquois (devenus catholiques), se rendent au-devant d'Amherst pour demander sa clémence afin d'être épargnés par le châtimement du chef de guerre anglais. Ainsi songent-ils à se placer du côté du vainqueur, ne sachant pas ce qui les attendra plus tard. Pour Lévis, la capitulation est finalement la seule issue possible : faire preuve d'intrépidité serait suicidaire puisque les puissances britanniques sont massées à Lachine, à Sorel et à Repentigny. Jeffery Amherst refuse cependant les honneurs de la guerre aux Français ; indigné, Lévis brûle ses

drapeaux et brise son épée, au lieu de la rendre comme la coutume le veut.

Après cette défaite, la France perd son vaste territoire nord-américain, alors que Louis XV, sans vision, ne réalise pas que le monde entier aurait été sous influence de Paris s'il avait gardé la Nouvelle-France... du moins, c'est mon opinion que le roi ne comprend pas ce qu'il perd alors et ce qu'il aurait gagné à tenir bon. Le souverain se rend à la perspective européocentriste de ses ministres et d'un écrivain comme Voltaire à qui les Canadiens-français reprocheront amèrement son expression « quelques arpents de neiges » (que l'on trouve dans son roman *Candide*)! Et la France qui renonce ainsi à presque toute l'Amérique du Nord va plus tard financer les révoltés américains pour se « venger ». Cela lui coûtera d'ailleurs si cher que les états généraux seront convoqués et le mécontentement général débouchera sur la Révolution française.

Selon l'historien Michel Brunet, l'élite, les chefs militaires et les administrateurs doivent alors quitter la Nouvelle-France à tout jamais sur les navires britanniques. Sur l'actuelle place Jacques-Cartier, il faut voir ces vaincus monter à bord de grands radeaux avec leurs meubles, leurs biens, et descendre le fleuve jusqu'à Québec en saluant les habitants de Longueuil, Pointe-aux-Trembles, Repentigny, Boucherville, Varennes, Sorel, Trois-Rivières, etc. C'est triste : ces colons, descendants de la France, sont laissés à eux-mêmes. Les très influents jésuites, que la Couronne anglaise tolère mal, se voient, comme les Récollets, interdits de recruter de nouveaux membres ou d'en faire venir de France : une manière de les décimer graduellement, au rythme des décès. Les autres

ordres religieux restés sur place (dont plusieurs parlent les langues amérindiennes) peinent aussi à recruter. Désormais, notre peuple orphelin n'a pour « élite » que le petit clergé précaire ; et au sommet, pour nous guider (mais qui l'écoute ?) monseigneur Jean-Olivier Briand, successeur de monseigneur de Pontbriand, qui vient de décéder. Monseigneur Briand comprend qu'avec la Conquête, il sera plus facile de remettre dans le droit chemin les « vaincus » que nous sommes devenus... mais l'Église a des croûtes à manger avant de devenir l'institution dominante qu'elle sera quatre-vingts ans plus tard.

Pendant trois ans tandis que les puissants négocient, tout est possible... y compris la rétrocession à la France. Comme d'habitude, notre sort se décide ailleurs, en Europe, où les grands de ce monde dansent et jouent aux échecs. Et nous ne sommes pour eux qu'un pion, qui peut être sacrifié à tout moment. Imaginez que les rois français et anglais conviennent d'un accord où la Nouvelle-France est rétrocédée : Amherst aurait alors à dire au revoir et à sagement plier bagage. C'est fou de penser à ce flottement de notre destinée, aussi angoissante que pleine d'espoir, à cet avenir remis complètement entre d'autres mains. Cette habitude de laisser les autres décider à notre place, nous n'allons malheureusement jamais parvenir à nous en débarrasser... Pour nous, cette soumission nationale s'articulera autour de l'axe Londres-Rome et des deux figures d'autorité suprême que sont d'un côté le roi ou la reine, de l'autre le pape. Lorsque l'impitoyable Amherst assiste, avec plusieurs de ses hommes mal en point, à l'incendie de l'Hôpital général des Sœurs grises de Marguerite d'Youville, il chante les louanges de cette organisation

qui soigne les blessés de tous les camps, autant les habits rouges que les bleu-gris, et il organise immédiatement une collecte de fonds pour la reconstruction de l'hôpital. C'est le premier coup de cœur entre le conquérant (pourtant protestant) et l'Église !

1763 – TRAITÉ DE PARIS

Le 10 février 1763, Louis XV signe un papier et la Nouvelle-France n'existe plus. Avec ce Traité de Paris, le roi britannique devient le souverain légitime du Canada. Pourtant, il s'en est fallu de peu. Londres a même été tentée de remettre à la France sa gigantesque colonie américaine, présumant que tôt ou tard la Nouvelle-Angleterre, tellement peuplée, allait se déverser vers l'Ouest et envahir le territoire français. Est-ce que la France savait déjà que certains colons britanniques protesteraient et se rebelleraient ? Quel paradoxe ! L'Angleterre, qui a vaincu la France ici, se voit en effet désormais menacée par ses enfants de la Nouvelle-Angleterre, qui ne veulent pas partager la facture de la victoire. « D'accord nous paierons, mais à condition que vous nous donniez un gouvernement responsable » réclament George Washington et ses acolytes. Surprise : voilà que les Anglais redoutent que leurs tout nouveaux sujets se soulèvent et prennent les armes aux côtés des récalcitrants colons britanniques pour chasser les habits rouges.

RÉVOLTE AMÉRINDIENNE ET SOUMISSION FRANÇAISE

Un épisode de cette « parenthèse » entre la Conquête et l'officialisation du transfert est moins connu et c'est dommage. Je veux parler de la révolte de Pontiac. Celui-ci

refuse la défaite et continue de se battre au nom du roi de France. Il n'attend pas sagement que le sort de son peuple, les Algonquins, soit déterminé par des décideurs à perruques blanches à Londres ou à Paris. Il espère faire revivre le nouveau grand peuple franco-amérindien (dont rêvait Samuel de Champlain si l'on en croit son biographe américain, David Hackett Fischer) qui existait officiellement depuis la Grande Paix de 1701 grâce au diplomate Louis-Hector de Callière. Cette courtepointhe raccommodée de dizaines de nations amérindiennes souvent jadis ennemies, et de colons français éparpillés sur un immense territoire, forme quand même, sous l'autorité du roi, une entité nationale. Mais, les Anglais vont rapidement tout faire pour diviser les protagonistes de cette Grande Paix en isolant d'un côté les Canadiens et de l'autre les Amérindiens. Chacun va s'enfermer dans sa réalité, oubliant peu à peu l'autre.

La vie de Pontiac est peu connue, même de ses descendants algonquins. Le grand conteur de notre épopée nationale, Marcel Tessier, que tout le monde devrait lire – une chose que j'ai répétée mille fois sur les ondes –, m'a initié à l'histoire de ce grand personnage trop souvent réduit à une « marque de voiture ». Ce téméraire guerrier tué en 1769 par un Illinois à la solde des Anglais ferait un excellent candidat pour un film à grand déploiement. Membre de la tribu des Outaouais de Détroit, de son vrai nom **Obwandiag**, il était peut-être métissé, ayant du sang français. Si on le nomme Pontiac, c'est par commodité langagière. Bien sûr, à l'époque, l'orthographe est très artistique, avec différentes versions : Pondiac, Pondiag, Pondiak, Pontiak. Chose inimaginable pour ce chef amérindien, c'est une

compagnie de voitures basée à Détroit, sa ville natale, qui finira par officialiser l'orthographe de son prénom.

En réaction à l'initiative des Anglais de reprendre le commerce des spiritueux qui abrutissent, diminuent et détruisent les nations peu habituées à cette drogue liquide, les Amérindiens se révoltent et Pontiac lève une armée de 50 000 hommes. Ils refusent que les Britanniques imposent leurs conditions. Ils réclament que l'arrangement avec le roi de France soit en quelque sorte maintenu, notamment pour se prémunir contre le déversement de colons anglais sur leurs terres.

Excédé par les victoires de Pontiac contre ses troupes, Amherst imagine un plan diabolique. Il adresse ce message à l'un de ses colonels : « Ne pourrions-nous pas tenter de répandre la petite vérole parmi les tribus indiennes qui sont rebelles ? Il faut en cette occasion user de tous les moyens pour les réduire. » La réponse du colonel : « Je vais essayer de répandre la petite vérole grâce à des couvertures que nous trouverons le moyen de leur faire parvenir. » « Vous ferez bien de la répandre ainsi, répond Amherst, et d'user de tous les autres procédés capables d'exterminer cette race abominable⁴. » Ainsi, tandis que les Canadiens se soumettent, certains de leurs alliés refusent de renoncer et les Britanniques le leur font chèrement payer.

Comment qualifier ce refus de combattre avec Pontiac, cet abandon odieux de la part de notre peuple auparavant fier ? Je dirais qu'il s'agit du péché originel du Canada français. Honte à nous ! Et si toutes les défaites subséquentes,

4. Charles Nicolle, *Destin des maladies infectieuses*, 3^e édition, Paris, Les Presses universitaires de France, 1939, 303 p.

les référendums perdus, les batailles humiliantes découlaient de cette lâcheté initiale ? Malgré la défaite de ses troupes, la destruction de Détroit (dont les familles françaises partent plus au sud pour fonder Saint-Louis) et l'assassinat de son chef, le soulèvement mené par Pontiac porte ses fruits : les Anglais auront davantage de « respect » pour cet ennemi potentiel redoutable que représentent dorénavant les Amérindiens. Imaginez : Pontiac, si bien rompu aux us et coutumes des Français, s'était donné un sceau et avait fait émettre des billets de crédit pour financer son expédition, comme l'aurait fait un État moderne, nous apprend Pierre Salinger. « Nous préférons les avoir comme amis que comme ennemis », se disent les Anglais devant cet adversaire intimidant.

1774 – LA LÉTHARGIE PAYANTE

Oh les gentils Canadiens qui acceptent leur sort ! Il faut dire que l'Église les encourage fortement à accepter de bon cœur le nouveau pouvoir. Qui plus est, le clergé se méfie comme de la peste des révolutionnaires républicains. Lord Dorchester, ou Guy Carleton, négocie donc un statut spécial pour nous dissuader d'embarquer avec ceux qui veulent rompre avec la monarchie (dans les futurs États-Unis). Comme nous voulons conserver notre langue et notre religion, Carleton promet par l'Acte de Québec de 1774 de respecter ces traits essentiels de notre identité. De surcroît, l'Acte de Québec agrandit notre territoire (déjà démesuré), abolit le serment du test (ce qui ouvre grand les portes du fonctionnariat aux catholiques) et accorde à l'Église le droit de prélever la dîme. Ce qui paraît toute une victoire ne nous donne quand même pas le droit d'avoir un Parlement. Londres exerce le pouvoir par l'entremise

de son gouverneur, mais ce dernier est souvent contesté, non par les Canadiens, mais par les tout nouveaux colons anglais, souvent des Irlandais et des Écossais. En effet, ces derniers, déjà acculturés linguistiquement puisqu'ils parlent anglais, entendent faire subir le même sort aux Canadiens et se montrent plus monarchistes que le monarque lui-même.

Les Anglais nouvellement arrivés avec l'intention de s'imposer se divisent donc en deux groupes. Je force un peu le trait, mais je veux brosser un portrait clair : on retrouve d'un côté, les gens du peuple pour qui le fanatisme prime et qui font preuve de haine contre les Français et leurs alliés les Amérindiens ; et de l'autre, des grands seigneurs au pragmatisme sans faille. Un véritable clivage sépare les classes sociales nobles et roturières chez les « Anglais » (souvent des Écossais ou des Irlandais). Les dirigeants (nobles) veulent ménager les conquis, d'autant plus qu'ils craignent le réveil du dragon de la révolte chez les Américains. L'Acte de Québec, qui veut se concilier les Canadiens en respectant leur droit d'exister, va exciter une rage incroyable chez les petits colons anglophones nouvellement arrivés. Leur tête de Turc : le roi George III. Soudainement, ce monarque anglais trop mou devient l'objet de leur exécration, car il vient de faire des concessions aux papistes. Lorsque le Vieux-Montréal brûle et qu'une centaine de résidences sont détruites, le petit peuple anglais applaudit en se disant : « Qu'ils retournent en France ! » Mais, de richissimes Anglo-Montréalais, soucieux de respecter la volonté du roi, financent la reconstruction de ces maisons pour y reloger les mêmes familles canadiennes. En guise de reconnaissance, un royaliste admirateur de George III lui

fait ériger une grande statue à la place d'Armes. Rapidement le monument est endommagé, non pas par des Français (ou plutôt des Canadiens) qui aiment bien ce roi qui respecte leur droit d'exister, mais par de fanatiques petits Anglais qui attaquent le monument représentant ce roi qu'ils jugent « fou » et « vendu aux papistes » de l'ancienne Nouvelle-France. Malgré la récompense offerte (200 piastres), personne ne dénonce les malfaiteurs. Et ladite statue n'est pas au bout de ses peines.

1775 – INVASION AMÉRICAINE

Le général George Washington, en révolte contre l'Angleterre et ses habits rouges, passe à l'action. Le Congrès continental envoie le général Richard Montgomery envahir Montréal. Ses armées et lui bivouaquent à La Prairie et sur L'Île-des-Sœurs. À l'époque, il y réside effectivement des « bonnes sœurs » de la congrégation de Notre-Dame de Marguerite Bourgeoys (qui devient entièrement propriétaire de l'île en 1769 et ne la quittera qu'en 1956). N'ayant pas d'ennemis, les religieuses les reçoivent bien, et en retour, elles sont bien traitées.

Les Anglais battent en retraite et cèdent la place aux Américains sans combattre. Pendant que Dorchester prend peur et s'enfuit de Montréal, Montgomery s'installe (confortablement) au château Ramezay. Ses soldats en permission, et probablement sous l'emprise de la boisson, commettent des facéties comme celle de kidnapper le buste du roi George III pour le précipiter au fond du puits de la place d'Armes. Rassurez-vous, il sera repêché en 1834 – près de 60 ans plus tard – et, aujourd'hui, vous pouvez le voir au Musée McCord (face à l'Université McGill).

Le pari des nobles britanniques s'avère payant : le peuple canadien refuse de se révolter. À leurs yeux, les voisins du Sud, hostiles et tout près, semblent beaucoup plus menaçants que le lointain souverain britannique. Mieux vaut un maître qui vit à plusieurs milliers de kilomètres que celui qui habite juste à côté !

1791 – ACTE CONSTITUTIONNEL – ENFIN UN PARLEMENT, MAIS...

Ça y est : les États-Unis ont fait sécession. L'Angleterre reste avec sa colonie nordique. Et elle a bien l'intention de montrer aux Canadiens qui ont parié sur elle que le développement du pays sera britannique (quoiqu'avec de l'huile de bras et de la sueur canadiennes-françaises). Après moult secousses, nos ancêtres doivent avaler l'Acte constitutionnel de 1791. Celui-ci divise – pour mieux régner – l'ancienne colonie en deux parties : le Haut et le Bas-Canada, qui correspondent respectivement à l'Ontario (où l'on aura le loisir d'être aussi anglais que l'on veut) et au Québec (où l'on ne fera jamais assez de concessions pour accommoder les Anglais).

D'où vient la population de la future province d'Ontario ? Du Sud. Une forte proportion de ceux qui ont refusé de se battre aux côtés de George Washington ou qui ont pris les armes contre lui se réfugie au Nord. Une petite partie s'installe au Québec – notamment en Estrie où certains réclament immédiatement l'abolition du français et du droit civil français –, mais la majorité va essentiellement en Ontario et au Nouveau-Brunswick (dans le but de nous encercler et de nous couper de l'Ouest franco-amérindien avec ses Métis).

La Compagnie de la Baie d'Hudson devient à ce moment-là la grande héritière de tous les immenses territoires hors du Haut et du Bas-Canada. Il faut dire que le monarque (George III) aime confier des responsabilités à de grandes compagnies privées. C'est l'ancêtre en quelque sorte des « partenariats public-privé » qui plaisent beaucoup à une certaine élite puisqu'ils permettent de mettre de l'argent public dans les poches du privé. L'apparition d'une classe de gens d'affaires extrêmement proches du pouvoir est alors inévitable.

À Québec, dans l'ancien château Saint-Louis, les miettes de pouvoir que nous laisse le régime colonial attire tout ce qu'il y a de lèche-bottes. Ceux-ci négligent le petit peuple et ses revendications souvent exprimées sous forme de pétitions ; à certains moments, on croule sous les pétitions, il y en a un déluge ! Québec devient la capitale de la politique coloniale où l'on parle de routes, de ponts, de dragage du fleuve, etc. Montréal devient la ville d'affaires contrôlée par les Anglais et les Écossais. Le Beaver Club est le lieu des tractations et l'on y accepte même les Canadiens français pour autant qu'ils se montrent anglophiles. À Trois-Rivières, les Forges du Saint-Maurice passent sous le contrôle des célèbres familles Hart et Bell qui embauchent des porteurs d'eau. L'influence des Hart est telle que les Trifluviens élisent le premier juif au Parlement en 1807. Contrairement au cliché, cette période du Canadien français porteur d'eau n'est pas complètement sombre. Les Canadiens français vivent alors comme en marge de l'histoire, ils jouissent d'une terre nourricière et se moquent éperdument des grandes questions politiques de l'époque qui, tôt ou tard, les affectera.

Après le succès de *Nouvelle-France. Ce qu'on aurait dû vous enseigner*, Gilles Proulx revient à la charge pour revaloriser la mémoire collective du Québec.

Pourquoi connaissons-nous si mal notre histoire? Dans cet ouvrage rédigé en collaboration avec Louis-Philippe Messier, Gilles Proulx raconte les grands événements et célèbre les personnages marquants qui ont façonné le Québec, de la Conquête jusqu'à nos jours.

Sur mon chemin, j'ai rencontré des hommes et des femmes qui ont enrichi ma vie. Gilles Proulx est de ceux-là. Généreux, fier, fougueux, voyageur émérite, ce formidable pédagogue est habité par l'Histoire. Parce qu'il sait qu'un peuple ne peut survivre sans la connaissance de ses racines, il pourfend sur toutes les tribunes ceux et celles qui oublient notre passé. Il parle avec son cœur et écrit avec une connaissance profonde de ses personnages. Gilles, bravo d'être qui tu es!

MARCEL TESSIER, historien